

rait 66 volontaires. Dans ce cas, le budget prévoirait plus de \$37,000 pour chaque volontaire. Je n'ai pas l'intention de parler en détail de la conduite indigne de certains de ces volontaires, des cas où, si je comprends bien, il ne s'agissait pas de simples peccadilles. Certains de ces jeunes Canadiens avaient certainement de bonnes intentions. Toutefois, nous sommes tous au courant des faits, qui ont reçu beaucoup de publicité.

Je dis simplement au premier ministre: «Débarrassez-vous de ce monstre dont vous avez été si fier dans le passé. Économisez l'argent des contribuables canadiens ou, mieux encore, consacrez ces 2 millions et demi de dollars aux 10,000 bourses que vous avez promises aux étudiants méritants—promesse qui n'a jamais été réalisée.»

Le gouvernement m'exaspère en ne faisant pas échec à des dépenses aussi inutiles que celles que j'ai mentionnées, qui deviennent un lourd fardeau pour les contribuables. J'ai donné trois exemples. Le ministre a l'audace de donner à entendre que les Canadiens en général ont trop dépensé. Qu'il pratique donc ce qu'il prêche—qu'il agisse comme un ministre des Finances, non comme un président de société faisant rapport d'une mauvaise année à ses actionnaires. Non seulement ce budget n'a-t-il rien accompli, mais il reproduit et aggrave les erreurs passées.

Je ne suis pas le seul à dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans la façon dont le ministre aborde le budget et nos perspectives financières et fiscales. J'aimerais citer des passages de plusieurs articles qui confirment mes propos et soulignent les graves conséquences des politiques du gouvernement. Je voudrais d'abord vous citer un extrait d'un éditorial du *Journal d'Ottawa*, numéro du 26 mai:

Ce que le pays souhaite c'est l'assurance que le gouvernement s'est préoccupé de la planification économique. Plus précisément, il souhaite la promesse que le coût de la vie ne continuera pas sa monotone marche ascendante. Le gouvernement ne peut plus prétendre que l'inflation ne touche pas les personnes qui ont un revenu fixe. Si l'inflation se poursuit, elle fera monter le prix des exportations sur un marché mondial où la concurrence est de plus en plus serrée.

L'auteur de l'éditorial ajoute: «Le ministre peut sûrement promettre de mettre un frein à l'augmentation des prix de revient.» Que dit le même journal le vendredi 2 juin?

Le budget de M. Sharp déçoit. Personne n'a été plus assidu que le ministre à nous mettre en garde contre les dangers de l'inflation. Ces avertissements sont répétés le plus vigoureusement possible dans l'exposé budgétaire d'hier soir. Mais on ne fait rien pour diminuer les dangers.

J'aimerais signaler également ce que M. Fraser Robertson a écrit dans le *Globe and*

Mail du 5 juin, car son commentaire est très révélateur:

Depuis quelques années, le public a acquis beaucoup d'expérience quant aux méthodes de financiers aux abois. Il devrait donc lui être relativement facile d'estimer à sa juste valeur l'éloquence spéculaire du ministre des Finances, M. Sharp. Dans son exposé budgétaire, qui équivaut au rapport annuel que le président d'une institution financière fait aux actionnaires, le ministre des Finances a payé d'audace, mais il n'a pu dissimuler cet unique fait important: il n'est plus maître des opérations financières de la nation.

Ses efforts tendant à expliquer la marche déréglée des opérations qu'il est censé diriger ressemblaient aussi beaucoup aux excuses présentées par plusieurs de nos récents faillis les plus notoires.

Et, plus loin:

Même si une nation ne fait pas officiellement faillite, la mauvaise gestion de ses finances peut ruiner les citoyens...

Le budget que le ministre des Finances a présenté au Parlement est, à n'en pas douter, le budget le plus inflationniste qui ait jamais été présenté au Canada. Le gouvernement actuel a rendu débiteurs les comptes nationaux et courants à un moment où l'argent est serré et devient rapidement plus rare et plus cher.

Encore:

Le ministre des Finances présume que, puisque le gouvernement a pu dans le passé recueillir l'argent dont il avait besoin, il n'éprouvera pas de difficulté à l'avenir. Une telle présomption doit naître soit de l'arrogance, soit de la folie, et nulle ne convient à un ministre compétent.

Et pour conclure cette série de citations extraites de l'article de M. Fraser Robertson:

Pour une organisation aussi confuse que l'est le gouvernement, le ministre lui-même l'a admis, il se peut, en effet, que la meilleure méthode de planification soit d'assumer que rien ne fonctionnera comme il a été prévu. Mais pour les entreprises commerciales et même pour la plupart des individus, cette incertitude est le baiser de la mort.

● (3.40 p.m.)

L'article suivant de M. Claude Ryan dans *Le Devoir* est extrêmement intéressant. Le voici.

Pendant que M. Sharp prêche à tout le monde la modération, il est révélateur d'étudier le comportement du gouvernement fédéral...

Ces propos indiquent que le gouvernement fédéral devra, lui aussi, s'imposer une sérieuse cure de prévoyance et de discipline. Sans mettre en cause des programmes fondamentaux dont l'urgence est établie, on peut quand même s'inquiéter d'une certaine prodigalité qui continue de régner dans plusieurs secteurs de l'administration gouvernementale...

Le 19 mai, après avoir comparé nos dépenses avec les moyennes des États-Unis, la Chambre de commerce du Canada écrivait ceci au premier ministre:

A la lumière de ce qui précède, le Conseil exécutif se préoccupe vivement de ce qu'on n'étudie